

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

L'ÉCHO SAUMUROIS

Paraissant les Mardis, Jeudis et Samedis,

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

Chronique Politique.

On écrit de Londres, 18 novembre :

Jamais l'exaltation patriotique n'avait atteint en Angleterre le degré auquel elle est arrivée depuis quelques jours. On prévoit une lutte inévitable que vous avez depuis longtemps prévue et prédite et qui changerait soudain le caractère de la guerre localisée en France aujourd'hui. On verrait aux prises d'un côté la puissance du droit et de l'autre côté la puissance de la force brutale. Nos ports sont en état de défense. Soixante mille hommes de troupes d'élite sont prêts à quitter la Grande-Bretagne. La flotte est en mouvement. Nous savons que l'armée turque est en bon état, et devant notre attitude, l'Autriche, quelque périlleuse que soit sa situation, n'hésiterait pas à suivre notre exemple.

Mais on est moins sûr d'amener l'Italie à une guerre contre la Russie et la Prusse.

Cette conflagration aurait pu être évitée, si nos hommes d'Etat avaient compris qu'ils ne pouvaient laisser égorger la France, jusqu'ici arbitre et prépondératrice des destinées et des intérêts de l'Europe. C'est l'apathie, l'irrésolution des puissances qui a déterminé la Russie à agir comme elle vient de le faire.

Avant dix jours, ou la Russie aura retiré ses propositions, ou un Congrès sera réuni, ou la guerre sera déclarée. (La Liberté.)

D'après les dernières dépêches de Versailles, les négociations engagées avec les Etats de l'Allemagne du Sud pour leur entrée, c'est-à-dire pour leur absorption dans la Confédération prussienne du Nord, auraient enfin abouti.

La Bavière elle-même aurait cédé, et le roi Louis se rendrait prochainement à Versailles, — à moins que Trochu ne dérange les combinaisons projetées.

Les ministres du Wurtemberg sont partis pour Berlin, afin d'y signer l'acte d'incorporation du royaume dans la Confédération du Nord.

SECONDE NOTE DU PRINCE GORTSCHAKOFF.

Voici la seconde note adressée par le prince Gortschakoff, destinée à expliquer le sens de la première :

Tsarskoé-Selo, le 20 octobre 1870.

Monsieur le baron, en vous acquittant auprès de M. le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique de la communication que les ordres de Sa Majesté l'empereur prescrivent à Votre Excellence, vous voudrez bien vous attacher à en bien faire ressortir le sens et la portée.

Lorsqu'au commencement de l'année 1866, il fut question de conférences à trois pour prévenir la guerre imminente en Allemagne par la réunion d'un congrès, et en discutant les bases avec M. le comte de Russell, vous avez été dans le cas de lui signaler les compensations et les gages de sûreté que nécessiteraient pour la Russie certaines éventualités de nature à modifier le *statu quo* existant en Orient.

Lord Russell l'a reconnu avec une parfaite équité. Il n'a pas contesté que toute altération apportée au texte et à l'esprit du traité de 1856 devait aboutir à la révision de cet acte.

Quoique ces éventualités ne se soient pas réalisées, lord Granville ne contestera pas qu'aujourd'hui ce traité a subi de graves modifications, dans une de ses parties essentielles. Ce qui doit frapper la Russie dans ces modifications, ce n'est pas la tendance d'hostilité factice à son égard dont elles portent l'empreinte, ce ne sont pas non plus les conséquences que peut avoir pour un grand pays la création sur les frontières d'un petit Etat quasi-indépendant; c'est surtout la facilité avec laquelle, dix ans à peine après sa conclusion, une transaction solennelle, revêtue d'une garantie européenne, a pu être enfreinte dans sa lettre et dans son esprit, sous les yeux mêmes des puissances qui devaient en être les gardiennes. En présence d'un pareil précédent, quelle valeur la Russie peut-elle attacher à l'efficacité de cette transaction et au gage de sécurité qu'elle avait cru trouver dans le principe de la neutralisation de la mer Noire? L'équilibre fondé en Orient par le traité de 1856 se trouve donc rompu au détriment de la Russie. La résolution prise par notre auguste maître n'a pas d'autre but que de le rétablir.

Le gouvernement de Sa Majesté Britannique ne consentirait jamais à laisser la sécurité de ses côtes à la merci d'une transaction qui n'est plus respectée. Il a trop d'équité pour ne pas nous reconnaître les mêmes devoirs et les mêmes droits.

Mais ce que nous tenons surtout à bien établir, c'est que cette décision n'implique aucun changement dans la politique que S. M. l'empereur suit en Orient.

Vous avez déjà été plusieurs fois à même de vous expliquer avec le cabinet de Londres sur les vues générales que les deux gouvernements apportent dans cette importante question. Vous avez pu constater une conformité de principes et d'intérêts dont nous avons pris acte avec une grande satisfaction.

Nous en avons déduit qu'aujourd'hui ce n'est ni de l'Angleterre, ni de la Russie que peuvent venir les dangers qui pourraient menacer l'empire Ottoman; que les deux cabinets ont un égal désir de maintenir son existence aussi longtemps que possible, par l'apaisement et la conciliation des différends entre la Porte et les sujets chrétiens du sultan, et que, dans le cas où une crise décisive viendrait à éclater malgré ces efforts, tous deux sont également résolus à en chercher avant tout la solution dans un accord général des grandes puissances de l'Europe.

Ces vues n'ont pas cessé d'être les nôtres. Nous croyons que leur parfaite analogie rend possible une entente sérieuse entre le gouvernement de Sa Majesté Britannique et nous; nous y attachons le plus grand prix comme la meilleure garantie pour préserver la paix et l'équilibre de l'Europe des dangers qui peuvent résulter des complications en Orient.

D'ordre de S. M. l'empereur, Votre Excellence est autorisée à en réitérer l'assurance à lord Granville. Nous nous féliciterons sincèrement si la franchise de ces explications peut y contribuer, en écartant toute possibilité de malentendu entre le gouvernement de Sa Majesté Britannique et nous. GORTSCHAKOFF.

NOUVELLES DE PARIS.

Les ballons pleuvent; mais les correspon-

dances qu'ils apportent n'ont pas encore été distribuées.

Un ballon est tombé le 21 près d'Anvers, en Belgique; il portait trois personnes, parmi lesquelles M. Gaston de Saint-Valry, rédacteur en chef de la *Patrie*, et M. Jules Buffet.

Un ballon est passé au-dessus de Roubaix, sans qu'on puisse le confondre avec celui qui est descendu près d'Anvers; un autre est tombé à Toulon, comme nous l'avons dit.

Enfin un quatrième ballon s'est abattu hier près de Rouen, et les aéronautes qui le montaient sont immédiatement partis pour Tours avec leurs dépêches.

La victoire d'Orléans a été connue à Paris le 16 novembre. Il est inutile de dire que la joie a été profonde. On a oublié alors toutes les rancunes, et les personnes incarcérées à la suite des événements du 31 octobre ont été mises en liberté.

Plusieurs de ces personnes sont même rentrées dans les rangs de la garde nationale, en acceptant un grade inférieur à celui qu'elles occupaient précédemment.

La confiance et l'union règnent dans tout Paris.

A l'impatient désir d'une sortie à tout hasard, a succédé la volonté non moins ardente, mais plus réfléchie, de subordonner aux événements les opérations militaires.

Les vivres sont abondants, et on n'a pas rationné la viande de cheval.

Nous détachons les passages suivants d'une lettre qui est adressée de Tours à l'*Union de l'Ouest* :

..... Sans vouloir rien dire qui ait trait aux mouvements stratégiques de notre armée de la Loire, il est permis de faire entrevoir comme très-prochaine, cette semaine probablement, la fin de la situation actuelle.

Vous pouvez considérer comme certaine la jonction de l'armée du prince Frédéric-Charles avec les autres corps allemands. Cette jonction, qui s'est faite non loin de Toury, rend inévitable la grande bataille. Les plaines de la Beauce sont donc destinées à devenir, avant peu, le théâtre d'une de ces luttes gigantesques, qui laisseront bien loin derrière elles le souvenir des trois sanglantes journées de Leipsick.

Laquelle des deux armées prendra l'offensive? C'est-là une question que tout le monde s'adresse et qui devient l'objet des commentaires. On s'est étonné que les Français, autrefois si audacieux dans l'attaque, aient laissé se grouper nos ennemis, au lieu de poursuivre le cours de leurs succès après Orléans. On répond d'un autre côté que notre feinte inaction nous a permis de grouper des forces considérables en artillerie, et que sans doute on a voulu donner le temps au général Trochu de combiner sa sortie de Paris avec un mouvement prévu de nos troupes. Je n'ai pas la prétention de me permettre une critique entre ces deux systèmes. Je les énonce simplement, pour vous exprimer où se portent en ce moment les espérances et les inquiétudes de l'esprit public.

Il n'est pas douteux que la grande bataille est prochaine, et je recueille à ce sujet un détail qui a bien son importance. Le gouvernement de Tours vient de donner l'ordre de pré-

parer toutes les écoles et salles d'asile de la ville pour servir d'ambulance à environ cinq mille blessés. Cette mesure de précaution s'exécute au moment où je vous écris.

Depuis plusieurs jours, on s'interroge sur la question de savoir où le gouvernement transporterait son siège dans le cas où le sort des armes nous serait contraire. Cette question devient à chaque instant plus importante. Bordeaux a été la ville présentant les meilleures conditions pour cet objet, et sera sans doute adopté. Je ne serais pas étonné cependant que l'on revint au choix de Clermont-Ferrand. J'ai appris qu'un envoyé, parti il y a trois jours pour cette dernière ville, a été inspecter les ressources qu'elle pourrait offrir. Il sera de retour ce soir, et demain sans doute le gouvernement prendra une détermination définitive.

En présence du grand événement qui rend l'Europe attentive, la politique extérieure a subi un temps d'arrêt. Je suis même en mesure de vous dire que le chargé d'affaires de Russie témoigne, pour le moment, une confiance peut-être excessive dans la paix générale. M. O'Konneff est persuadé que l'Angleterre ne peut agir seule et qu'elle laissera s'accomplir les volontés moscovites sans tirer l'épée. D'après l'agent du cabinet de St-Pétersbourg, l'Italie ne s'engagera pas dans la lutte si la France reste immobile, et il compte bien sur notre immobilité. L'Autriche ne voudra pas braver le courroux de la Prusse; quant à la Turquie, elle n'inspire pas la moindre inquiétude à la Russie. Certaines feuilles anglaises et même belges partagent de leur côté l'optimisme de M. O'Konneff. Le mot de *congrès* qui a si rarement réussi à la veille des conflits européens, a été prononcé, et il est à craindre, pour le repos de l'Europe, qu'il n'ait pas aujourd'hui une plus grande efficacité ni un meilleur succès.

NOUVELLES DE LA GUERRE.

L'armée prussienne exécute en ce moment des manœuvres dont il est encore difficile d'apprécier le but. D'après les nouvelles qui nous parviennent, un corps allemand dont l'importance peut être évaluée à 18 ou 20,000 hommes opérerait en ce moment de manière à menacer le Mans, dans le voisinage de Nogent-le-Rotrou. Un autre corps sur l'effectif duquel nous n'avons aucun renseignement suivrait, au nord, la ligne de Dreux à Argentan.

S'agit-il d'une attaque sérieuse? Les Prussiens cherchent-ils à tourner la gauche de l'armée française? Veulent-ils seulement tenter une diversion qui permettrait à la masse de leurs forces de se porter subitement en avant? Les renseignements que nous possédons ne permettent pas encore de s'en rendre compte. On ne tardera pas évidemment à le savoir.

Ce qui est certain, c'est que les troupes allemandes occupent devant nous une longue ligne s'étendant de Dreux et Senouches jusqu'aux environs de Montargis et d'Auxerre; c'est sur la droite que se sont opérés les premiers mouvements par la reprise de Dreux et la tentative qui se fait dans la direction du Mans. Il est probable que le reste de l'armée s'ébranlera bientôt.

Nous avons rapporté sommairement la tentative des Prussiens sur Evreux, tentative heureusement repoussée par le courage de la garde nationale.

Le but de l'ennemi était beaucoup moins de s'emparer de la ville que de couper les communications ferrées par Serquigny, c'est-à-dire d'isoler Cherbourg et une partie de la Normandie du centre de la France.

On paraît juger assez sévèrement sur place la conduite de l'autorité militaire en cette occasion. Les Prussiens, dit-on, n'avaient que 300 hommes, et on les aurait laissés traverser la forêt d'Ivry sans les inquiéter. On ajoute que le général Kersaun, qui commande le département, aurait hésité à engager ses troupes quoiqu'il fût en mesure d'opposer une résistance sérieuse. Bien entendu, nous ne nous faisons l'écho de ces appréciations que sous toutes réserves.

Ce que nous avons hâte d'ajouter, c'est que les Prussiens n'ont pas reparu devant Evreux, et que des mesures énergiques ont été prises pour les recevoir au cas où ils risqueraient une nouvelle tentative.

Les journaux de Lyon nous apprennent que le comité de défense fait exécuter depuis quelques jours d'importants travaux entre Villefranche et Mâcon. On abat tous les arbres des vallons, même ceux d'alignement, pour faire des barrages avec de la terre sur le cours des ruisseaux descendant des montagnes vers la Saône. Ces barrages serviront de chaussées à des écluses ou étangs, en quelque sorte superposés le long du cours des ruisseaux; ils pourront être coupés à un moment donné et inonder la rive droite de la Saône.

En outre de ces deux moyens de défense, les routes et les principaux chemins seront coupés par des fossés. L'ennemi aura donc le temps de prendre haleine dans sa course sur Lyon, si toutefois il persiste à l'entreprendre.

NOUVELLES DE LA FLOTTE.

Les nouvelles suivantes sont tellement extraordinaires et quasi-merveilleuses, que nous refusons de les accepter comme vraies, tant qu'elles ne seront pas confirmées officiellement.

Il y a deux jours, on lisait dans le *Journal de Genève* :

« Il a couru hier soir, à Londres, un bruit qui a fort alarmé les armateurs de la Cité. La flotte française précédemment signalée à Cuxhaven et composée de trente navires à vapeur de toutes dimensions, venait, disait-on, de commencer à l'improviste le bombardement de Hambourg, la capitale commerciale et maritime de l'Allemagne. La panique continuait au moment où notre correspondant nous expédiait sa dépêche. Nous ne savons point encore ce qu'il y a de vrai dans cette nouvelle. Nous ne pouvons nous empêcher d'observer que Hambourg est situé bien loin dans les terres et que l'entrée de l'Elbe est bien aisée à fermer; une surprise seule, causée par une confiance impardonnable de la part des autorités hambourgeoises, pourrait expliquer cet événement extraordinaire. »

La *Province* publie, de son côté, la nouvelle suivante :

« Le bruit a couru hier, à la Bourse de Bordeaux, que notre flotte aurait inauguré la nouvelle phase de sa campagne maritime par un véritable coup d'éclat : après avoir bombardé Hambourg, elle aurait réussi à pénétrer dans le port de Jussé, où elle aurait capturé toute la flotte prussienne. En outre, ses équipages, par leurs descentes le long des côtes, auraient délivré plusieurs milliers de prisonniers français internés dans les villes du littoral de la mer du Nord. »

Le *Courrier de la Manche* reproduit dans ses colonnes, un bruit conforme à ce qu'on vient de lire.

Espérons que cette nouvelle se confirmera.

BOURBAKI A L'ARMÉE DE LA LOIRE.

Plusieurs journaux mentionnent un bruit

d'après lequel le général Bourbaki aurait donné ou reçu sa démission.

L'une et l'autre nouvelle sont inexactes.

Voici ce qu'il y a de vrai au sujet de l'ancien commandant en chef de la garde impériale :

Un récent décret a supprimé les commandements militaires régionaux qui avaient été confiés aux généraux Bourbaki, Fiéreck et Cambriels, puis Michel.

Par suite, les titulaires deviennent disponibles, et notamment, en ce qui concerne le Nord, les troupes de cette partie du territoire ont été déjà placées sous les ordres du général Fare.

Quant au général Bourbaki, il a quitté Lille pour venir à Tours, où il est attendu aujourd'hui même.

On assure qu'il va être appelé au commandement du 18^e corps, à l'armée de la Loire.

Pour les articles non signés : P. GODET.

Faits Divers.

Partout on va organiser les armées d'après le système de la Prusse.

Une dépêche de Saint-Petersbourg assure que le conseil de l'empire examine un projet de loi tendant à réduire la durée du service militaire de douze ans à six ans, dans le but de passer au système du service militaire général avec trois ans de service sans distinction de position.

Le bruit court à Londres que des ordres russes ont été reçus dans la Cité pour la livraison rapide de 2,000 tonnes de fer et 2,000 tonnes de cuivre et de plomb pour boulets et canons.

L'*Observer* assure que les Russes ont 50 monitors blindés à Nicolaïeff. Les forts de Kertch et Ienikalé, à l'entrée de la mer d'Azoff, ont été fortifiés.

L'ancien commandant en chef de la petite armée pontificale, le général Kanzler, est resté à Rome : comme il est Bavarois, il aurait eu, en rentrant dans son pays, à combattre ses anciens frères d'armes les Français.

Il a préféré briser son épée.

Il est tout-à-fait inexact que le Creuzot ait été vendu à une compagnie américaine. Le vaste établissement reste entre des mains françaises, et le seul drapeau qui flotte sur l'usine est le drapeau tricolore.

Loin de songer à vendre le Creuzot, dit une lettre de Châlon, MM. Schneider père et fils emploient tous leurs soins à maintenir le travail et les salaires réguliers au nombreux personnel qui n'a pas été appelé sous les drapeaux, c'est-à-dire à 9 à 10,000 ouvriers qui sont encore occupés.

Les journaux de Pau disent, d'après des bruits répandus dans cette ville, que Pie IX penserait à bientôt quitter Rome, et choisirait Pau pour sa résidence; le climat et le château auraient déterminé ce choix.

Inutile d'ajouter, dit le *Français*, que nous croyons cette rumeur dénuée de tout fondement.

Cela toutefois rappelle un mot dit, il y a quelques mois, par le Saint-Père à un pèlerin béarnais. Pie IX lui demandait avec beaucoup d'intérêt des renseignements sur le climat tant vanté du Béarn et sur son antique château. Pau, ajouta-t-il, *Pau est le refuge des souverains en disponibilité.*

Quoi qu'il en soit, les étrangers illustres, les ministres déçus, les princes, les notabilités de la politique, de l'art, du clergé et de la finance, sont en ce moment en grand nombre à Pau.

Chronique Locale et de l'Ouest.

VISITE DE MONSIEUR L'ÉVÊQUE D'ANGERS A L'HOSPICE GÉNÉRAL.

Le 19 novembre 1870 fera époque dans les chroniques saumuroises; ce jour a vu pour la

première fois le chef du diocèse entrer à l'Hospice général depuis que ce nouvel établissement est approprié à son usage. M^{re} Angebaut, vu son grand âge et ses infirmités dernières, n'avait pu le visiter.

M^{re} Freppel a voulu y consacrer sa première visite dans notre ville. Prévenus subitement de cette détermination du prélat, MM. les membres de la commission administrative se sont réunis dans la salle de leurs délibérations pour le recevoir avec les convenances dues à Sa Grandeur.

A trois heures et demie, M^{re} l'Evêque, accompagné de M. Chesneau, vicaire-général, de MM. les curés de la ville, est arrivé à l'Hospice général. Les administrateurs présents : MM. Paul Ratouis, Foucher-Gilbert, Ducamp Victor, M^{re} la supérieure, M. l'aumônier, M. le secrétaire-économiste, M. le receveur de l'Hospice, entourés de tout le personnel de l'établissement, l'ont reçu à la porte d'honneur et conduit dans la salle de leurs délibérations. Les mobilisés, logés à l'Hospice formaient la haie dans la cour; le poste était sous les armes.

Après les présentations d'usage, le doyen des administrateurs a dit à Monseigneur : « Nous saluons avec joie votre venue dans cet Hospice; notre administration apprécie les solutions que la religion apporte aux malades, aux indigents, aux infirmes, aux orphelins; aussi a-t-elle donné tous ses soins pour que les personnes chargées du service religieux et charitable puissent accomplir utilement la mission qui leur est confiée. »

M. l'aumônier, M^{re} la supérieure, ont témoigné de leur adhésion à ces paroles.

M^{re} l'Evêque a remercié la commission de son accueil affectueux; il l'a félicitée, avec cette grâce qui lui est propre, de la bonne harmonie qui règne dans les services religieux et administratifs de l'Hospice général en affirmant que la bonne charité sortirait de cette union.

MM. les administrateurs ont invité ensuite le prélat à visiter l'établissement en commençant par la chapelle.

Les blessés de l'armée, les blessés civils, les fiévreux, les incurables, les vieillards, les enfants, les pensionnaires, les infirmiers, les infirmières, tous enfin ont reçu une parole consolante, un encouragement du bon évêque qui leur a donné sa bénédiction; tous en ont exprimé leur joie et leur reconnaissance.

Au sortir de cette visite, Monseigneur a complimenté MM. les administrateurs, M^{re} la supérieure, de la bonne organisation, de la tenue de l'Hospice général; il les a remerciés de nouveau de leur sympathique accueil; puis il a quitté l'établissement, conduit comme à son arrivée jusqu'à la porte d'honneur.

D'après les bruits de la journée, les Prussiens s'avanceraient toujours vers le Mans, et un engagement, dit-on, aurait eu lieu entre Chartres et Orléans.

Lundi dernier, le sieur Docq, du Puy-Notre-Dame, a fait une chute malheureuse dans laquelle il s'est brisé le crâne. Il a succombé trois heures après l'accident. Docq avait fait de trop copieuses libations, le dieu des ivrognes l'avait sans doute perdu de vue.

LETRE DE M. BLANCART.

Saumur, le 22 novembre 1870.

Cher Monsieur,

Le plus grand obstacle à la reconstitution sociale que le gouvernement de la République s'est donné la mission de préparer, et à laquelle tous les hommes de bien sont disposés à travailler sans arrière-pensée, c'est le faux libéralisme. Il nous a attiré dans le passé et il nous réserverait pour l'avenir, bien des ruines et bien des hontes!

Il présidait aux conseils de ce gouvernement de 1830, si faible et tant abaissé devant l'étranger. Il ne faut pas oublier; qu'il excita tout d'abord la Pologne à une revendication complète de sa nationalité et qu'il la laissa écraser sans lui fournir le secours promis; qu'il concéda à l'Angleterre le droit de visiter les navires français, ce que les pouvoirs pré-

cedents avaient toujours refusé; qu'il céda honteusement aux injonctions de cette puissance jalouse, dans les affaires de Taïti, de Mogador et de Syrie!

Ne perdons pas de vue, non plus, que c'est en ce temps que ce fleuve de corruption qui débordait sur notre patrie depuis quarante ans, plus encore depuis vingt années, a pris sa source.

Les événements nous font voir bien clairement ce que le faux libéralisme, sous l'Empire, nous préparait de malheurs! Sedan et Metz parlent bien haut à cet égard.

Aujourd'hui, quand on annonce vouloir fonder la liberté, étendre le règne de la fraternité, l'école prétendue libérale réagit contre cette généreuse tendance, et nous la voyons, comme autrefois, empressée de promouvoir les mesures les plus attentatoires à la liberté et à la fraternité!

Démasquer le faux libéralisme, faire son histoire, ce serait une œuvre méritoire.

Pour moi, poussé par le désir de travailler, dans la mesure de mes forces, à éclairer mes concitoyens, à les éloigner de ces hommes dont toute la science consiste à faire des ruines, dont l'esprit ne rêve qu'oppression, dont le cœur connaît la haine; je montrerai, si vous le voulez bien, en essayant de faire le tableau de son intolérance depuis 1830, combien sont menteuses les promesses de liberté de cette école.

Pour cela, il me suffira de reproduire ce que j'écrivais, le 3 octobre 1860, à un ami qui me faisait l'éloge du libéralisme :

« Vous vous trompez d'adresse quand vous me faites l'éloge des prétendus libéraux, à moi qui ai été un instant des leurs, à vingt ans, et qui les ai quittés par horreur du mensonge. »

En 1830, les libéraux voulaient si bien la liberté pour tous, qu'ils arrachaient les croix, les faisaient ou les laissaient arracher; qu'après avoir provoqué par leur police une manifestation légitimiste, ils démolissaient l'Archevêché de Paris et St-Germain-l'Auxerrois, les faisaient ou les laissaient démolir; qu'ils insultaient bravement des religieux sans défense; qu'ils voulaient que l'espace fût refusé aux cérémonies catholiques, que leur liberté n'allât pas au-delà de la captivité des temples; qu'ils revendiquaient pour l'Etat le monopole de l'enseignement, afin que leur despotisme façonnât sur le même moule (celui de leur incrédulité et de leur impuissance morale) toutes les intelligences en France! Et qu'ils avaient, aux heures d'émotions populaires, des persécutions pour les hommes qui n'acceptaient pas leurs théories vides et menteuses.

(La suite au prochain numéro.)

Pour chronique locale et faits divers : P. GODET.

Dernières Nouvelles.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Tours, 23 nov., 2 h. 15 soir.

Près de Vernon, nos troupes ont repris l'offensive, ont cerné un important convoi de vivres venant de Mantes qui est resté dans nos mains; ont mis en déroute un détachement de 1,500 Prussiens. De notre côté, deux mobiles tués, cinq blessés. L'ennemi un officier et six hommes tués, une quarantaine blessés. Nous avons fait 4 prisonniers avec 5 chevaux. Le commandant Montgolfier, des mobiles de l'Ardeche, s'est distingué, a eu son cheval tué. La vallée d'Eure dégagée.

L'ensemble des nouvelles de Paris est excellent. Le feu des forts continue à faire le plus grand mal à l'ennemi; le cercle d'investissement s'élargit.

Mézières, débloqué, fait parvenir journaux et dépêches.

Pour dernières nouvelles : P. GODET.

On demande une CANTINIÈRE mariée, pour la garde nationale mobilisée. S'adresser hôtel Budan.

P. GODET, propriétaire-gérant.